

VEILLE POLITIQUE

Le dialogue expert avec les élus

Le 27 juillet 2009

VEILLE POLITIQUE N°143

Evolution des tendances : les nouvelles valeurs émergentes

Avril à juillet 2009

Ce document est propriété de SEANCE PUBLIQUE – Dans le cas où ce document est transféré, merci de toujours citer la source – Ce document sera mis à jour au fur et à mesure des avancés sur ce thème.

SEANCE PUBLIQUE, notre métier :

- schéma directeur affaires publiques
- conseil sur stratégie de lobbying
- veilles politique et parlementaire
- audit de relations avec les élus
- stratégie parlementaire
- cartographies d'influence nationale et territoriale
- démarches de dialogue public/privé

site: www.seance-publique.com blog: www.dialogueexpert.com



SEANCE PUBLIQUE s'est engagée dans une démarche de Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE) autour des principaux indicateurs suivants : respect des intérêts des clients et de l'intérêt général, lutte anti-corruption, protection de l'environnement, valorisation du capital humain.

Le témoin LUCIE a été attribué le 13 juin 2008 à SEANCE PUBLIQUE SAS par l'association Qualité France Association (QFA)

Introduction.....	3
WORDIMPACT – Les mots clés de la veille Tendances 2009	4
1^{ère} partie : Les tendances de la société française	5
1. Un sentiment d'inquiétude s'est emparé des Français	5
2. Le besoin de dialogue.....	5
3. Le rôle de l'Etat dans l'économie	6
4. Le développement de l'économie verte	7
5. Le développement de la RSE	8
6. L'économie numérique	8
7. Le développement de la contestation face à la crise.....	9
8. Une société des risques	10
9. Les jeunes restent positifs face à la crise.....	11
10. L'ouverture des écoles à la diversité.....	12
11. Le besoin de loisirs familiaux	13
2^{ème} partie : Les nouvelles valeurs des Français.....	14
1. Egalité, tolérance, travail, bonheur.....	14
2. Les ressorts qui redonneront confiance aux Français	14
3. Des marques qui reposent sur la création de valeurs fortes qui correspondent à celles des clients	15
4. La sensibilité aux questions d'éthique et de développement durable	15
5. Le développement de l'auto entrepreneur correspond à une demande de la société....	15
6. Les réseaux d'amis.....	16

Introduction

L'analyse des tendances est essentielle à une bonne compréhension des réactions des décideurs publics. Elles permettent de percevoir les changements de comportement tout en donnant des indices sur l'évolution probable de démarches engagées.

Cette note reprend les 11 tendances qui ont le plus marqué l'actualité ces derniers mois.

Crise – Réforme – refus des réformes – grève – séquestration, tels sont les mots qui ressortent d'une analyse du climat social en France. Il faut bien dire que le Gouvernement a lancé une série de réformes qui s'attaque à de grands problèmes de société : la relance de l'économie, le système de santé, le droit d'auteur, l'enseignement et la recherche. Ces bouleversements ont suscité de nombreuses réactions qui ont pris des formes diverses (grèves, séquestrations...). Amplifiés par la crise et la peur du chômage, ces mouvements de contestation se sont traduits par des grèves à répétition.

Ces derniers temps, la crise et sa résolution sont restées au cœur des préoccupations des Français. D'une manière globale, on observe que les Français comptent d'abord sur eux même pour s'en sortir et restent méfiants quant aux démarches engagées par le Gouvernement pour relancer l'économie.

Pour ce qui est des jeunes, ils sont bien loin d'être démoralisés par la crise mais, conscients de ses répercussions sur le marché de l'emploi, ils font preuve de davantage de conciliation auprès des employeurs. La politique menée par le Gouvernement à l'égard des jeunes s'attache à développer des outils d'insertion professionnelle comme le montre le récent rapport de Yazid SABEG sur la promotion de la diversité. Le rapport prévoit un quota de 30 % de boursiers dans les grandes écoles de manière à encourager les jeunes provenant de milieux non privilégiés à faire des études supérieures et à s'insérer dans le marché du travail.

On note également que les Français ne se laissent pas abattre par la situation économique et consomment toujours. Les loisirs ne sont pas négligés même s'ils prennent une autre forme (parc de loisir, court week-end) et sont plus que jamais assimilés au ressourcement et à la décompression. Internet incarne l'instrument anticrise puisqu'il demeure l'outil privilégié des Français qui s'épanouissent à travers son utilisation et le téléchargement qui reste récurrent.

Les solutions pour sortir de la crise passent par « l'économie verte » et la redéfinition d'un dialogue entre les pouvoirs publics et privés. La mise en place d'une démarche de responsabilité sociale de l'entreprise a aussi été mise en avant, notamment par le président de Danone, Franck RIBOUD qui s'est démarqué en la matière avec une démarche d'engagement très positive..

Parallèlement à la crise, demeurent les préoccupations liées à la santé. La récente grippe A n'a fait que favoriser un climat de risques. Les récentes campagnes de sensibilisation contre l'obésité et l'alcool n'ont fait qu'amplifier cette tendance, d'autant plus que les médecins sont de plus en plus alarmants quant aux menaces liées à notre environnement (présence de produits chimiques dans les aliments).

1^{ère} partie : Les tendances de la société française

1. Un sentiment d'inquiétude s'est emparé des Français

Le contexte économique renforce la crainte des Français d'être victimes d'un déclassement social. Qu'il s'agisse du déclassement à l'embauche (être recruté sur un poste dévalorisé par rapport à son niveau de formation), du déclassement du niveau de vie (baisse des revenus) ou du déclassement au niveau du logement (accroissement des dépenses de logement par rapport aux autres dépenses), les Français sont soucieux de ne pouvoir maintenir un niveau social.

➤ *Une étude réalisée par une équipe de 6 chercheurs pour le Centre d'analyse stratégique confirme les craintes des Français en matière de déclassement. Cependant, l'étude précise (reprenant les conclusions de Camille PEUGNY dans Le Déclassement) que 22 à 25% des trentenaires et quadragénaires se retrouvent aujourd'hui plus bas dans l'échelle sociale que leurs parents. La réalité du déclassement social n'est donc pas proportionnelle aux craintes exprimées par les Français.*

La crise et l'instabilité économique ont entraîné une angoisse chez les Français qui se manifestent surtout par la peur du chômage. Cette peur est susceptible de s'accroître au vu des derniers sondages publiés.

➤ *Au niveau national selon l'INSEE, 187 800 emplois ont été détruits au cours du premier trimestre 2009 dans le secteur privé.*

➤ *Sur le plan international, le Bureau International du Travail annonce que 50 millions de personnes sont susceptibles de perdre leur emploi dans le monde en 2009-2010.*

➤ *Le chômage inquiète une majorité croissante de Français, 79 % le citant parmi leurs principales préoccupations, contre 75 % il y a un mois, et 50 %, contre 47 %, comme leur première préoccupation, d'après le baromètre mensuel TNS Sofres du 11 mai dans La Croix. Quand les personnes interrogées peuvent choisir plusieurs sujets de préoccupation, le chômage apparaît dans 79 % des réponses (+ 4), la santé et la qualité des soins dans 58 % (+ 8), le pouvoir d'achat dans 56 % (+ 3) et le financement des retraites dans 45 % (stable). "L'évolution du pouvoir d'achat" 7 % (stable) "les inégalités sociales" (stable), 26 % se répartissant entre une douzaine d'autres sujets.*

Afin de rassurer les Français sur ce sujet, Nicolas SARKOZY a assuré devant le Parlement réuni en Congrès que tout licencié économique devrait pouvoir garder son salaire et recevoir une formation pendant un an. La crise est sans aucun doute un facteur anxigène mais c'est surtout le caractère indéterminé de son issue qui inquiètent de plus en plus les Français.

➤ *Selon un sondage TNS-Sofres/Logica réalisé pour France 2 et le Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) auprès des Français sur la durée de la crise, "42 % des Français voient une issue dans deux ou trois ans, 12 % dans quatre à cinq ans et même 15 % dans plus de cinq ans, contre 5 % qui pensent que la France va en sortir cette année et 23 % en 2010."*

Face à la crise, les entreprises restent positives et continuent à croire en l'avenir.

➤ *Selon un sondage IPSOS publié le 4 mai 2009, 55 % des dirigeants considèrent qu'ils résistent à la crise, leur activité étant stable ou en augmentation pour 12 % d'entre eux. Parmi les 45 % qui rencontrent aujourd'hui des difficultés, 31 % font face à un ralentissement sans menace pour la continuité de leur société, alors que 14 % craignent pour la survie de leur entreprise.*

2. Le besoin de dialogue

La révision constitutionnelle adoptée le 21 juillet 2008 a redéfini les pouvoirs du Parlement et du Gouvernement. Désormais, le Parlement et le Sénat peuvent définir leur ordre du jour une semaine par mois sauf lors d'un examen du PLF et du PLFSS et une semaine est consacrée à l'initiative

parlementaire. La révision constitutionnelle a également rallongé les délais d'examen d'une loi et fait passer le nombre des commissions de 6 à 8.

La réforme parlementaire n'a pas prévu de procédures pour que les acteurs de la société civile puissent accéder à la concertation alors que les réformes se sont succédées à l'Assemblée nationale et au Sénat (HADOPI, HPST).

Il est urgent d'amorcer une stratégie entre partenaire public et privé afin d'éviter les conflits sociaux. La crise fait bien ressortir ce besoin de plus en plus vivace :

- *Le conflit avec les producteurs laitiers et le blocage des usines de stockage des supermarchés a commencé mi-mai. Il opposait les producteurs de lait aux acheteurs (supermarchés / grande surface). Il a fallu attendre le 3 juin pour que producteurs et acheteurs se rencontrent autour d'une Table Ronde. Le dialogue privé public aurait pu être amorcé plus tôt pour éviter le blocage des usines de stockage et ne pas pénaliser les consommateurs.*

Dans son discours prononcé devant le Parlement, Nicolas SARKOZY a estimé que désormais, le Gouvernement consulterait ses partenaires sociaux, responsables économiques, acteurs du monde de la culture et de la recherche pour que toutes les parties prenantes puissent prendre des décisions ensemble.

3. Le rôle de l'Etat dans l'économie

La crise gagne du terrain en France et l'opinion semble affectée par cette situation. L'élan et la confiance dont avait bénéficié Nicolas SARKOZY lors de sa victoire aux élections présidentielles pour redresser la France, semblent être retombés avec l'apparition de la crise financière. Les Français attendent plus de résultats tangibles de l'Etat et la prépondérance de son rôle dans la gestion de l'économie est remise en question. Cette considération ne les a cependant pas empêchés de voter majoritairement en faveur de l'UMP aux élections présidentielles. Le parti de l'UMP est en effet arrivé en tête avec 27.8 % des voix et a gagné 29 sièges d'eurodéputés.

Un mois avant les élections européennes, les Français se sentaient inquiets de la situation économique en France.

- *Selon un sondage du Baromètre de la politique économique Les Echos France Info BPI du 12 mai 2009, la politique économique du Gouvernement demeure impopulaire avec 59% de mauvaises opinions contre 35% de bonnes. Il est déjà appréciable pour le Gouvernement de constater que cette perception ne s'aggrave pas en ces temps de crise économique et d'augmentation du chômage (+ 3 points de bonnes opinions).*

Cependant, si les Français craignent la crise, une part grandissante se montrait de plus en plus confiante en un redressement de l'économie.

- *Selon le baromètre de l'économie BVA-BFM-La Tribune daté du mardi 5 mai, 54% des sondés se disent "moins confiants" dans l'évolution de la situation économique en France, contre 63% il y a un mois et 83% en octobre. Interrogés sur le bilan économique du président Nicolas SARKOZY en deux ans à l'Elysée, 57% des sondés disent n'être "pas surpris" par son action. En revanche, 25% ont été "surpris en mal" (32% des sympathisants de gauche et 18% des sympathisants de droite), tandis que 14% se disent "surpris en bien" (29% des sympathisants de droite et 7% des sympathisants de gauche).*

Sur le plan international, les Français regrettaient le manque de résultats obtenus par l'Etat.

- *Les décisions prises lors du G20 sont "utiles" mais pas "suffisantes" pour une majorité de Français interrogés par l'institut OpinionWay pour Le Figaro et LCI. 60% des sondés estiment que les décisions du sommet de Londres ont été "utiles pour faire face à la crise" (36% non) mais à la question de savoir si elles sont "suffisantes" pour faire face à la crise 68% répondent non (26% de oui) tandis que 53% répondent qu'elles sont "concrètes" (42% de non). Interrogés pour savoir si le sommet a été "plutôt un succès ou plutôt un échec" une majorité (49%) répondent "ni l'un, ni l'autre", 40% que c'est "plutôt un succès", 10% "plutôt un échec" (1% ne se prononcent pas).*

Dans la période qui a précédé les élections européennes, la plupart des Français mesuraient le soutien que l'Union européenne pouvait apporter face à la crise économique.

- *Selon un sondage publié le 25 mai 2009 par la commission européenne, 76% des Français estiment que la construction européenne permet de garantir la paix sur le continent et, face à la crise financière et économique, 61% estiment que l'appartenance à l'UE est plutôt un atout.*

Face à des Français plus méfiants devant les résultats du Gouvernement, Nicolas SARKOZY souhaite lancer un nouveau modèle de croissance en réaffirmant le rôle prépondérant de l'Etat. La crise a sérieusement ébranlé le modèle économique dans lequel nous évoluons, le Gouvernement souhaite donc lancer de grands emprunts pour financer une nouvelle croissance reposant sur l'économie numérique et le développement durable.

4. Le développement de l'économie verte

La population française et les patrons d'entreprises s'accordent à voir en l'économie verte (développement durable, respect de l'environnement) une solution face à la crise.

Les Français rejettent ce qui a trait au modèle capitaliste et voient le développement durable comme le socle d'une croissance qui pourrait nous permettre d'échapper à la crise.

- *Un sondage publié par l'institut Médiascopie le 13 mars 2009 montre qu'interrogés sur un ensemble de mots et de valeurs, les Français n'assimilent globalement pas des termes comme "mondialisation" ou "libéralisme" avec "l'espoir de progresser vers un monde durable". Les mots "produits biologiques", "achats responsables" et "consommer autrement" sont particulièrement bien valorisés. Parmi les vecteurs d'espoir d'un monde meilleur, la préservation de l'eau, la réduction des emballages et le tri des déchets arrivent en tête.*

Cette tendance se confirme et les entreprises agissent en conséquence, renforçant leurs actions dans le développement durable.

- *Selon un sondage IFOP pour le Groupe La Poste, alors qu'une large majorité du grand public (69%) estime que la crise financière et économique va conduire les entreprises à réduire leurs actions de développement durable, 69% des dirigeants de grandes entreprises considèrent au contraire que la crise va les conduire à renforcer leurs actions en ce sens. Il est à noter que plus l'entreprise est grande, plus leurs dirigeants vont dans ce sens : ils sont en effet 62% à partager ce point de vue dans les entreprises de moins de 1000 salariés, 69% dans celles de 1000 à 4999 salariés et 88% dans celles de plus de 5000 salariés.*

Les dernières élections européennes ont permis au parti Europe-Ecologie emmené par Daniel COHN-BENDIT, de se positionner derrière l'UMP et le PS avec 16.28 % des voix exprimées en leur faveur, soit 14 sièges sur toute la France.

La tendance qui fait du développement durable le principal rempart à la crise se confirme à travers ses votes.

- *Selon un sondage publié par l'institut Médiascopie le 9 avril 2009, les Français voient le développement durable comme principale solution face à la crise. Interrogés sur un ensemble de mots et de valeurs, les Français n'assimilent pas des termes comme "mondialisation" ou "libéralisme" avec "l'espoir de progresser vers un monde durable". A l'inverse, les mots "produits biologiques", "achats responsables" et "consommer autrement" sont particulièrement bien valorisés. Parmi les vecteurs d'espoir d'un monde meilleur, la préservation de l'eau, la réduction des emballages et le tri des déchets arrivent en tête.*
- *Selon un sondage publié par L2H pour le comité 21, la crise environnementale inquiète plus les Français que la crise financière. En effet, interrogé sur l'avenir, 81% des*

Français se déclarent au moins autant inquiets des risques liés à la dégradation de l'environnement et du climat que celles de la crise financière. 24%, soit près d'un Français sur quatre, se sont même dit plus inquiets par la crise écologique.

Le Gouvernement a pris en compte cette évolution de la société en lançant différents débats destinés à apporter de premiers éléments de réponse aux nouveaux enjeux : Grenelle de l'environnement, Grenelle de la mer... Ces concertations ont permis à différentes mesures d'aboutir ou d'être en cours d'aboutissement : la taxe carbone, les créations d'emplois dans le développement durable...

Le développement durable s'affiche plus que jamais comme une composante essentielle de l'économie de demain.

5. Le développement de la RSE

La crise financière incite les acteurs de la société à prôner un nouveau modèle économique. Pour certains dirigeants et patrons d'entreprise comme Franck RIBOUD, PDG de Danone, il est temps de repenser le rôle de l'entreprise dans notre société en allant vers plus de solidarité et une plus grande responsabilité sociale de l'entreprise.

Alors que certaines entreprises constatent une rupture du dialogue social avec leurs employés, de plus en plus de patrons d'entreprises s'engagent dans une démarche de responsabilité sociale.

- *« Pour le chef d'entreprise que je suis, la période dans laquelle nous sommes entrés soulève de manière très vive une question longtemps occultée et qu'il me paraît nécessaire d'affronter : celle du rôle de l'entreprise dans notre société. [...] Une entreprise doit créer de la valeur pour ses actionnaires car sans leur investissement, il n'y a pas d'économie. Mais au même titre qu'elle doit créer, à travers ses propres investissements, de la valeur et de la richesse pour ses autres parties prenantes. Car c'est aussi du développement et du bien-être de son environnement que dépend sa pérennité. Et c'est de cette manière qu'elle acquiert son utilité sociale ».*
- *Jacques IGALIENS et Sébastien POINT, auteurs de l'ouvrage Vers une nouvelle gouvernance des entreprises se penchent sur les entreprises qui gèrent le personnel de façon exemplaire, en respectant les enjeux environnementaux, économiques et sociétaux.*

La responsabilité sociale de l'entreprise s'impose petit à petit comme l'outil du nouveau modèle économique vers lequel nous tendons.

6. L'économie numérique

Projet de loi HADOPI rejeté par l'Assemblée nationale, censuré par le Conseil constitutionnel, projet de loi HADOPI 2 examiné le 20 juillet, l'économie numérique reste un sujet au cœur de l'actualité. Bien que la crise affecte le moral des Français et leur pouvoir d'achat, les outils numériques semblent très utilisés par les ménages Français.

Internet reste l'outil préféré des Français pendant la crise. Il permet de s'évader tout en restant chez soi.

- *Selon un sondage d'IPSOS publié le 20 avril 2009, la pratique d'Internet devient systématique. Si les Français restent plus chez eux, ils demeurent connectés à l'extérieur : ils déclarent ainsi passer plus de temps sur Internet depuis le début de la crise. Le confort d'utilisation s'améliore : le haut débit continue en effet sa conquête des foyers français. Au-delà des possibilités technologiques accrues, les pratiques s'ancrent peu à peu dans le quotidien et les habitudes des internautes. Parmi les comportements qui se font plus fréquents, on compte la consultation hebdomadaire d'articles de presse (qui concerne 46% d'internautes en 2008 vs 43% en 2006) ou encore la recherche de recettes de cuisine (qui concerne 34% d'internautes en 2008 vs 30% en 2006 au moins une fois par mois). Enfin, de plus en plus, on s'en remet à Internet pour effectuer les tâches de la vie courante : réaliser des opérations bancaires (47% des internautes en 2008 vs 42% en 2006 pour une fréquence*

mensuelle a minima) et des achats en ligne (34% vs 31% en 2006, au moins une fois par mois).

HADOPI a suscité le plus vif intérêt des Français qui se sont largement prononcés sur les mesures du projet de loi. La plupart d'entre eux se sont exprimés en sa défaveur.

- *Les Français opposés aux dispositions de la loi HADOPI. Selon un sondage d'IFOP pour le JDD, daté du 8 avril 2009, seuls 33% des Français interrogés se disent « plutôt favorables » ou « tout à fait favorables » à un système de riposte gradué à l'attention des internautes ayant téléchargé illégalement des fichiers. Au contraire, 6 sur 10 se déclarent opposés à cette mesure proposée par la Gouvernement.*

On note que le téléchargement est courant en France et dans les pays européens.

- *Selon un sondage d'IPSOS media TC daté du 18 février 2009 « un jeune internaute français sur 6 télécharge illégalement ». Le téléchargement de contenus culturels, bien qu'illégal, est aujourd'hui largement répandu dans la plupart des pays développés, en particulier parmi les tranches de population les plus jeunes. Le record appartient à la Chine où plus de 70% des habitants âgés de 16 à 34 ans déclarent télécharger illégalement des fichiers. En France, ce chiffre est nettement moindre mais reste tout de même important puisqu'entre 15 et 20% des jeunes interrogés disent également télécharger illégalement ce type de fichiers.*

Bien que les nouvelles technologies séduisent les Français, on a pu percevoir une légère baisse du secteur numérique dû à la conjoncture économique et à la maturation d'un marché qui ne cessait de croître.

- *Selon une étude publiée par DIGIWORLD de l'IDATE parue le 4 juin 2009, l'économie numérique progresserait de moins en moins vite. Le marché global du numérique - télécoms, logiciels, services informatiques, ordinateurs – a connu une croissance de 4.8% en 2008. Ce chiffre, excellent ramené à la situation économique des autres secteurs, affiche pourtant un certain "tassement" : la croissance de ce secteur est en effet passée sous la barre de 5% (2.739 milliards d'euros de chiffre d'affaires). Cette contraction est due à la fois à l'effet conjoncturel de la crise mais aussi à la relative maturation de certains marchés. La communication entre machines est devenue une réalité concrète. Ces outils, reliés aux réseaux de télécommunications ou Internet, ont multiplié leur utilisation et se voient toujours plus présents au sein des entreprises. Le nombre d'appareils a progressé de 34.2% l'an dernier en Europe pour atteindre 14.1 millions d'unités. Cette utilisation devient même un vrai marché pour les opérateurs en télécoms. L'Idate estime qu'en 2012, 4% des revenus des opérateurs européens pourraient provenir de ce marché. A cet horizon, les solutions MtoM pourraient peser plus de 38 milliards d'euros.*

Nicolas SARKOZY a annoncé que l'économie numérique sera l'un des chantiers du nouveau Gouvernement.

La loi HADOPI n'est que le premier volet d'un long chapitre dédié aux nouvelles technologies, la tendance est donc à la réglementation et la mise en place d'une autorité supérieure.

7. Le développement de la contestation face à la crise

Le Gouvernement a lancé différentes réformes au cours de l'année 2009 qui ont entraîné des réactions de contestation, prenant la forme de grèves et, dans des cas plus extrêmes, de séquestrations des patrons. Elles ont ensuite évolué vers un refus des réformes en cours.

Le Gouvernement actuel a mis en place une série de réforme (Loi HADOPI, Loi Hôpital Patients Santé Territoire, réforme des enseignants - chercheurs) qui ne laisse personne indifférent.

- *Selon un sondage BVA rendu public le 12 mai 2009, 59% des Français jugent mauvaise la politique économique menée par le Gouvernement.*

- *Selon le même sondage, 7/ 10 jugent que les personnels hospitaliers ont raison de s'opposer à la loi HPST qui risque de privilégier la logique comptable.*
- *D'après une étude menée par l'IFOP en février 2009, 63% des personnes interrogées estiment que la suppression des postes annoncés va affaiblir le système éducatif français, tandis que seules 33% y voient la possibilité de dégager des fonds pour améliorer la rémunération et les conditions de travail des professeurs. En revanche, le bilan est moins net au niveau de la réforme du lycée : le "oui" recueille 47% des voix, contre 50% pour le "non".*

Ces réformes ont entraîné des grèves et des mouvements de protestation qui mettent en avant, à chaque manifestation, une population touchée, si bien qu'on ne parle pas de mouvement général, mais de mouvement des étudiants, des chercheurs et du personnel hospitalier.

- *5 mars 2009 : journée de mobilisation des médecins contre la réforme HPST*
- *19 mars 2009 : grève des employés de l'industrie de la chimie, de la métallurgie et de l'énergie*

Les Français semblent approuver les mouvements de contestation :

- *Selon un sondage BVA-Orange pour l'Express rendu public le 28 avril 2009, 71% des Français jugent « justifié l'appel syndical unitaire pour le 1^{er} mai », de même qu'ils sont 77% à voir dans les actions de salariés en colère un mouvement spontané et non une manipulation.*
- *Selon un autre sondage TNS Sofres/Logica, pour France 2 et la Presse Quotidienne Régionale (PQR), 64% pensent que les Français vont finir par se révolter, par manifester violemment leur mécontentement.*

Les actions violentes menées par certains syndicalistes (séquestration du patron de Caterpillar, Sony), si elles ne sont pas encouragées, ne sont pas rejetées massivement par l'opinion publique.

- *Les Français sont partagés sur les séquestrations de patrons par des salariés victimes de plans sociaux, 50% jugeant que cette méthode d'action n'est "pas acceptable" contre 45% qui la jugent "acceptable", selon un sondage CSA publié mardi 7 avril dans Le Parisien/Aujourd'hui en France.*
- *Une autre étude, menée par l'IFOP, parue jeudi le 9 avril dans Paris-Match, révèle que 63% des Français "comprennent mais n'approuvent pas" ce type de comportements.*

Malgré ces contestations, les réformes vont se poursuivre puisque Nicolas SARKOZY l'a annoncé au Congrès de Versailles, les réformes vont continuer pendant la seconde partie de son quinquennat. Le temps est donc à l'hyper-action pour un changement en profondeur.

8. Une société des risques

Ces derniers temps, les experts et les scientifiques se montrent de plus en plus alarmants concernant les risques que nous encourrons au quotidien. Quand il ne s'agit pas de mauvaise nutrition facilitant l'obésité, le cancer et les maladies vasculaires, il s'agit des pesticides que nous utilisons pour produire nos fruits et légumes ou des OGM. Si le sujet s'éloigne de l'alimentation, il touche les nouvelles technologies et les risques dus à une exposition prolongée aux ondes. Les consommateurs français sont très sensibles à toutes ses mises en garde qui les amènent à suivre avec beaucoup d'intérêt les résultats des scientifiques et à prôner des valeurs de retour au naturel. Le Gouvernement, conscient de la montée de la crainte, s'est lancé dans une série d'analyses afin de répondre à ses angoisses : le grenelle des ondes, le PNLS...

Enfin, le rejet des demandes d'indemnisation des irradiés nucléaires a stigmatisé les victimes, remettant au premier plan les craintes liées au milieu environnant.

- *Le procès des irradiés qui s'est déroulé le 22 mai dernier n'a pas été satisfaisant pour les victimes. En effet, la cour d'appel de Paris a rejeté les demandes d'indemnisation de 12*

militaires atteints de maladies mortelles qu'ils imputent aux essais nucléaires français. Ces 12 soldats ont participé à certains des 210 essais nucléaires pratiqués par l'armée française dans le Sahara algérien de 1960 à 1966, puis en Polynésie de 1966 à 1996.

Pour y remédier, un projet de ce plan d'indemnisation des victimes, doté de 10 millions d'euros pour 2009, a été présenté en Conseil des Ministres le 27 mai.

Avec les virus qui se développent (grippe porcine), les médecins sont de plus en plus inquiets pour les jeunes générations qui risquent d'être soumises à de nouveaux types de maladies.

- *Selon une étude de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), 45% des fruits et des légumes contiendraient des substances chimiques. 58,7% des légumes ne contiennent pas de résidus mais 7,2% dépassent la limite maximale de résidus (LMR). Fixé par la Commission européenne, le calcul de ces taux diffère selon chacune des molécules. S'agissant des fruits 29.7% ne contiennent pas de résidus, mais 8.5% ne sont pas conformes.*
- *Selon un autre sondage réalisé par l'institut Harris Interactive pour RTL, et rendu public le 4 mai, un peu moins de 40% des Français affirment être très ou assez inquiets de l'évolution de la grippe A (H1N1) en France. 7% sont très inquiets et 15% ne le sont pas du tout. Près de 70% des Français se déclarent peu ou pas inquiets des risques de cette maladie pour eux-mêmes ou pour leurs proches. Les jeunes de 15 à 24 ans sont les plus inquiets : 48% redoutent l'évolution de la maladie et 34% les risques pour eux-mêmes et pour leurs proches. A l'opposé, les Français de plus de 50 ans sont les moins inquiets : 35% craignent l'évolution de la maladie et 28% les dangers pour eux-mêmes et pour leurs proches. Les femmes sont en moyenne plus inquiètes que les hommes, à propos de l'évolution de la maladie en France (46% contre 32% pour les hommes), ainsi que sur les risques personnels (35% contre 26% pour les hommes). Enfin, les foyers avec enfants sont en moyenne plus inquiets que les autres.*

La tendance générale est donc à l'inquiétude. Malgré cela, le Gouvernement essaie de prévenir en donnant aux citoyens les moyens de combattre cette maladie pour éviter la contagion. Le ministère de la Santé et des Sports essaie de rassurer la population et de ne pas donner de signe alarmant.

9. Les jeunes restent positifs face à la crise

En tant de crise, les jeunes sont les premiers touchés (*chômage/récession*), pourtant, la tendance générale semble montrer que les moins de 30 ans restent positifs et actifs face à la crise.

La crise ne semble pas avoir bouleversé les habitudes des 18-25 ans.

- *Selon une étude de l'agence Jenium publiée en juin, 64% des jeunes n'auraient pas modifié leurs modes de consommation en raison de la crise financière.*

Les Français ne sont pas pessimistes mais comptent sur eux pour sortir de la crise.

- *Selon un Sondage exclusif CSA - Le Parisien et Aujourd'hui en France réalisé par téléphone les 25 et 26 mars 2009, qu'ils soient jeunes, vieux, chômeurs, ouvriers ou cadres supérieurs, les Français comptent avant tout sur eux-mêmes pour sortir de la crise. Une tendance qui ne cesse de progresser.*

Les jeunes restent optimistes mais sont prêts à faire des concessions sur leurs salaires.

- *Un sondage exclusif Madame Figaro - CSA révèle que chez les jeunes une ambition assumée et un optimisme lucide. Interrogés, les 15-24 ans se disent « ambitieux » (35 %), « autonomes » (30 %) et « tranquilles » (30 %). Surprise : leurs aînés les croient d'abord... « inquiets » (à 53 %) et « révoltés » (à 47 %). Alors qu'en France un jeune sur cinq est au*

chômage (selon l'INSEE), c'est par le travail que les 15-24 ans souhaitent avant tout s'intégrer dans la société.

- Selon les sondages exclusif CSA -Le Parisien et Aujourd'hui en France réalisé les 25 et 26 mars 2009, les moins de 30 ans reportent leurs espoirs sur les syndicats (57 % pour les sympathisants de gauche, 53 % pour les moins de 30 ans et 54 % pour les ouvriers).
- Selon un autre sondage pour l'Expansion du cabinet PlacOjeunes du 6 mars 2009, 65,5% des sondés se disent pessimistes quant à la réussite de leurs démarches pour trouver un premier emploi. Ils se déclarent aussi prêts à faire des efforts sur leur rémunération, le type de contrat, mais pas le contenu du poste.

Les jeunes semblent renvoyer une image négative.

- Selon un sondage de l'IFOP du 29 avril, la moitié des Français ont une image négative des 15-25 ans, ce qui n'empêche pas que 70% des 15-18 ans se disent heureux.

Malgré la crise, les jeunes restent optimistes et poursuivent leurs efforts pour trouver un travail. Ils sont prêts à faire des concessions pour leurs premiers salaires. Le plan jeune de Martin HIRSCH devrait les conforter dans cet état d'esprit : en les aidant à devenir indépendants et autonomes et en les soutenant durant cette période.

10. L'ouverture des écoles à la diversité

YAZID SABEG vient de remettre le 7 mai son rapport sur la promotion de la diversité au président de la République. La mesure phare consistera à établir un quota de 30 % de boursiers dans les grandes écoles.

- Selon le rapport, Yazid SABEG recommande ainsi de porter à 25 % le nombre de boursiers dans les classes préparatoires à la rentrée 2009, puis 30 % à la rentrée 2010. Les effectifs de la filière TSI (Technologies et Sciences industrielles) pourraient être quadruplés, y compris dans les établissements prestigieux. Et le nombre d'étudiants dans les grandes écoles d'ingénieurs devrait, selon Yazid SABEG, s'accroître de 30 % en trois ans pour être en mesure de répondre à la possible pénurie d'ingénieurs. Le rapporteur souhaite également repérer systématiquement des élèves talentueux et des élèves les plus en difficulté dans les quartiers populaires. D'autres mesures sont proposées. Le rapport voudrait ainsi obliger toutes les entreprises de plus de 50 salariés à détenir 5 % de leur effectif en alternance (contrat de professionnalisation ou apprentissage). Il y a aujourd'hui obligation de 3 % pour les entreprises de plus de 250 salariés. Dans le même temps, le rapport souhaite développer la Validation des acquis de l'expérience (VAE) avec un objectif de 100 000 bénéficiaires par an à partir de 2011 contre 55 000 actuellement.
- Yazid SABEG s'attaque aussi aux bastions de l'élite française en recommandant que les élèves issus du 3^e concours de l'ENA soient composés de 20 % de candidats provenant de la diversité d'ici 2012 ou en supprimant le classement de sortie de l'école Polytechnique pour diversifier le recrutement dans les grands corps techniques.

Cette ouverture semble être acceptée par les Français.

- Selon un sondage CRAN-CSA du 28 avril, 65 % des Français sont favorables à la méthode basée sur le ressenti d'appartenance.

La tendance tend vers la diversité. Cette ouverture semble se confirmer par les actions du Gouvernement puisque Nicolas SARKOZY a annoncé lors du Congrès de Versailles qu'il souhaitait ouvrir les grandes écoles à un plus grand nombre de boursiers.

11. Le besoin de loisirs familiaux

La crise semble avoir un impact sur les loisirs. Les Français ont besoin de se changer les idées et ceux sont les courts séjours (court week-end, parc d'attractions) qui sont privilégiés au détriment des longues vacances d'été.

Les Français ont réduit leur part budget consacré aux loisirs.

- *Dans un sondage daté du 20 mars et réalisé par Ipsos Marketing, les Français déclaraient passer plus de temps chez eux depuis le début de la crise. Le budget « sorties » est en effet celui qui souffre le plus des changements de comportements liés aux difficultés économiques actuelles. Ainsi, en mars 2009, une majorité de Français déclare avoir diminué les dépenses dédiées aux loisirs et divertissements hors foyer, au cours des 3 derniers mois. Les discothèques et clubs sont les lieux les plus touchés : 67% des Français déclarent y consacrer moins d'argent. Suivent les bars (61%), les restaurants (58%), le cinéma / théâtre (55%). En outre, 44% des Français révèlent avoir limité leur budget vacances dans une période récente.*

Les parcs de loisirs ont profité de la crise pour conquérir de nouveaux clients.

- *L'année 2008 a été excellente pour l'ensemble des parcs de loisirs, avec une hausse moyenne annuelle du chiffre d'affaires de l'ordre de 8 % et « es premières indications que nous avons sur le début de cette saison sont très bonnes », reconnaît Arnaud BENNET, président du Syndicat national des espaces de loisirs d'attractions.*
- *Selon un sondage IPSOS-France-bleue daté du 30 mars 2009 sur les vacances, plus d'un Français sur deux déclare qu'il ne partira pas en vacances cet été.*

La tendance générale va au séjour court ou aux loisirs ponctuels (parc d'attractions) au détriment des longues vacances. Cette tendance devrait s'observer durant les vacances d'été.

2^{ème} partie : Les nouvelles valeurs des Français

Depuis la crise, les valeurs des Français semblent changer. La crise a fait évoluer les mentalités et les Français aspirent plus que jamais au bonheur. Ce dernier semble se définir au travers d'un sentiment d'égalité et d'un rapprochement de la famille.

Le développement durable (la consommation et la production durable notamment) et l'économie verte apparaissent comme des leviers pour sortir de la crise et peuvent être assimilés à un retour vers des valeurs sûres et des notions de proximité et de retour aux sources.

Les entreprises souffrant de la crise, s'adaptent aux nouvelles valeurs des Français. La crise a remis en cause notre système et notre façon de consommer.

1. Egalité, tolérance, travail, bonheur

Comment évoluent les valeurs des Français ? Un sondage réalisé par ISL tente d'y répondre. Repris dans *Le Monde* le 24 avril 2009, il s'inscrit dans la continuité des sondages menés en 1981, 1990, 1999 et 2008 sur le même thème. Parmi les valeurs reconnues par les Français, la première position revient à la famille (97%) puis au travail (94 %), aux amis et relations (90%), aux loisirs (84%), à la religion (45%) et à la politique (38%).

Ce sondage fait apparaître la méfiance des Français. Cette dernière se traduit par une réelle suspicion, seuls 21 à 24% des sondés se disent confiants en leur prochain alors que $\frac{3}{4}$ des Français affirment le contraire.

Le respect de l'autonomie individuelle et la demande de liberté sont les valeurs les plus fortes et les plus défendues par les Français.

Dans ce sondage est aussi mis en avant le rôle de l'Etat. 42% des Français s'expriment pour la nationalisation des entreprises contre 28% en 1992. Cette évolution pourrait s'inscrire dans le cadre de l'adhésion au principe de la concurrence dont les mérites sont vantés par 2/5 des Français.

En ce qui concerne le chômage, les Français sont beaucoup moins tolérants et estiment que les chômeurs devaient être obligés d'accepter le travail qu'on leur propose.

En revanche, la pauvreté est assimilée à de l'injustice sociale.

L'enquête conclut sur le fait qu'il y a un retour clair vers des valeurs égalitaires et de réévaluation du rôle de l'Etat.

2. Les ressorts qui redonneront confiance aux Français

Les Français voient le développement durable comme le principal levier de sortie de crise.

Selon une étude publiée par Médiascopie le 17 juin 2009 dans le Journal *Le Monde*, les Français croient en l'économie verte, en une croissance durable et au réinvestissement du domaine social.

Nicolas HULOT apparaît le mieux classé comme personnage politique pour sortir de la crise. Alors que les mots « *produits biologiques* », « *achats responsables* » et « *consommer autrement* » apparaissent comme les mots les plus populaires, la « *décroissance* » arrive au même niveau que le mot « *capitalisme* ».

La crise a bien permis au développement durable d'apparaître comme le rempart à la crise, en témoigne la victoire d'Europe Ecologie, le parti de Daniel COHN BENDIT, aux élections européennes.

3. Des marques qui reposent sur la création de valeurs fortes qui correspondent à celles des clients

Alors que la crise prend de l'ampleur et que les Français cherchent à consommer mieux, les marques redoublent d'effort afin de fidéliser leur clientèle.

Le consommateur en ces temps de crise remet en cause toutes ses habitudes commerciales et s'interroge sur le prix de son achat, le prix fixé est-il réellement juste ?

Selon le CREDOC qui a mené un sondage sur ce sujet, publié le 5 mai 2009 dans *Le Monde*, 80% des sondés considèrent le prix des marques comme honnête et juste alors que 70 % estiment injustifiés les prix des grandes marques. Dans ce contexte économique, le marketing apparaît plus que jamais superflu, c'est pour cela que certaines marques réorientent leurs communication vers le client (Exemple : « *on pense à vous tous les jours* », MONOPRIX). On constate que quelques grandes marques ont pu garder leur légitimité (Coca-cola, Nutella) en misant sur l'authenticité du goût.

« *Il y a un reset des valeurs, comme lorsque l'on réinitialise son ordinateur* », note Maurice LEVY, Président du groupe publicitaire Publicis, qui évoquait il y a peu la fin de l'hyperconsommation.

- *Selon un sondage TNS Sofres, sept Français sur six considèrent que les marques des produits de grande consommation essaient de les bernier, et huit sur dix s'en méfient. Les Français préfèrent acheter des marques de distributeur (MDD) bien que les marques soient encore considérées comme supérieures en termes de qualité, de sécurité, de plaisir.*

4. La sensibilité aux questions d'éthique et de développement durable

Selon un article daté du 18 mars 2009 dans *Le Monde*, la crise économique actuelle paraît directement liée à la crise éthique du capitalisme. Ce besoin d'éthique, aujourd'hui omniprésent, ainsi que l'aversion pour l'inégalité, pourrait forger une nouvelle forme de capitalisme.

- *Selon un autre sondage LH2 pour Comité 21 daté 15 mai 2009, parallèlement à la crise financière, la crise écologique génère de fortes inquiétudes. En effet, interrogé sur l'avenir, 81% des Français se déclarent au moins autant inquiets des risques liés à la dégradation de l'environnement et du climat que celles de la crise financière. 24%, soit près d'un Français sur quatre, se sont même dit plus inquiétés par la crise écologique.*

Le succès du film *Home*, le score du parti Europe-Ecologie aux élections européennes, les mesures du Gouvernement favorables au développement durable... Tous ces éléments amènent à penser que le développement durable est devenu une des valeurs fondamentales des Français.

5. Le développement de l'auto entrepreneur correspond à une demande de la société

Le statut d'auto entrepreneur est un réel succès. Plus de 120 000 cas ont été officiellement enregistrés en France au premier trimestre 2009. Des chiffres largement supérieurs aux attentes du Gouvernement, qui tablait sur 200 000 créations pour l'ensemble de l'année. 70% de ces souscripteurs sont des hommes. Ce chiffre est légèrement plus élevé que pour les créations d'entreprises classiques dont 63% comptent un homme à l'origine. L'auto entrepreneur est également légèrement plus âgé (40 ans contre 37.5 ans en moyenne). Cette différence tient au fait que 8% des auto entrepreneurs sont des retraités. 31,2% sont sans-emploi et 36,7% sont salariés.

Les deux principaux métiers sont le « conseil » pour les affaires et la gestion, les autres, les « services personnels ».

Le succès de l'auto entrepreneur est en passe de devenir un phénomène de société. « *Si nous continuons sur le rythme actuel, c'est plus de 300 000 personnes qui lanceront leur propre activité en tant qu'auto entrepreneurs en 2009, malgré la crise que nous traversons* » a estimé Nicolas SARKOZY.

L'auto-entreprenariat est le nouveau modèle de salariat qui permet de créer sa propre entreprise et d'être indépendant. Le développement des auto-entrepreneurs traduit cette tendance à l'indépendance et à la confiance de l'Etat pour cette nouvelle catégorie de salarié.

6. Les réseaux d'amis

Facebook, LinkedIn, Twitter... les réseaux sociaux sont devenus les nouveaux outils de communication.

Ils sont, pour les jeunes diplômés, les nouveaux moteurs de recherche pour trouver du travail. En témoigne un article publié dans *Le Monde* le mardi 23 juin sur « *Les réseaux sociaux : plus utiles que jamais* ». Sur le site Viadeo, 20% des membres sont des jeunes diplômés et sont inscrits sur des groupes pour se faire connaître. Alors que le Pôle Emploi était en grève et que son action était remise en cause auprès des jeunes, les jeunes diplômés se sont tournés vers d'autres moyens de recherche pour trouver du travail : la technologie moderne leur permet de se faire connaître.

La crise a bien eu un impact sur les mentalités. Elle a eu un effet sur notre système économique, incitant le Gouvernement à réinventer un nouveau modèle économique : celui de la croissance prônée par Nicolas SARKOZY lors du Congrès de Versailles. Elle a transformé les valeurs des Français qui s'éloignent du superflu pour revenir à des valeurs essentielles comme le bonheur ou la quête d'égalité. Cette crise a aussi permis à l'économie numérique d'apparaître comme un outil anti-crise : il donne les moyens aux Français de s'évader du quotidien tout en constituant un outil utile à la recherche d'emploi.

L'économie verte et le développement durable sont apparus comme les fers de lance de ce renouveau. Bon nombre d'initiatives le prouvent, comme le développement de la RSE (Respect des valeurs écologiques), le besoin d'éthique et de développement durable ou encore l'investissement des entreprises dans l'écologie. La tendance est donc au renouvellement des valeurs des Français et au développement durable.